

| LA RELANCE ECONOMIQUE AU SERVICE DU CLIMAT |

La grande messe annuelle sur le climat qui devait avoir lieu en fin d'année à Glasgow a été repoussée à 2021. Néanmoins, d'aucuns s'activent déjà pour nous rappeler que **la crise sanitaire actuelle ne doit pas nous faire oublier l'urgence climatique**. Les voix s'élèvent pour que la relance soit transformatrice et sobre en carbone. Le Haut Conseil pour le Climat a publié le 21 avril dernier un rapport tirant les enseignements de la crise sanitaire et proposant les suites à donner pour atteindre les objectifs hexagonaux de neutralité carbone. Il y est indiqué que le faible prix du pétrole doit permettre de faciliter la reconversion des exemptions fiscales et autres subventions aux énergies fossiles. L'Agence Internationale pour les Energies Renouvelables milite aussi pour un scénario de reprise basé sur les technologies bas carbone, susceptible de générer 100 000 milliards de dollars de PIB avec à la clé des millions d'emplois créés d'ici 2050 dans le monde. Plus récemment, dans le cadre du « dialogue de Petersberg sur le Climat », plus d'une trentaine de pays, au rang desquels la Chine, la France et l'Allemagne, ont appelé à une relance verte. En clôturant ce dialogue le 28 avril, la Chancelière Merkel a défendu une « coopération internationale cruciale », et appelé à « tourner le dos aux énergies fossiles ».

Pourtant, les arbitrages s'annoncent difficiles. En Europe, le Pacte vert ou *Green Deal* est sous la menace des lobbys industriels qui s'activent déjà à Bruxelles pour que la reconstruction des économies européennes soit inconditionnelle. Des ministres tchèques et polonais ont demandé à mettre de côté le Pacte vert et à suspendre le marché européen du carbone. En France, le Medef a demandé un moratoire sur des lois environnementales, ciblant la toute jeune loi sur la lutte contre le gaspillage et l'économie circulaire.

Soyons avant tout réalistes. Il serait illusoire de penser que la crise sanitaire ne nous oblige pas à repenser et réinventer le monde de demain. A l'évidence, la crise révèle notre vulnérabilité et notre manque de préparation et d'anticipation, à une échelle inédite. Ce qui vaut aujourd'hui au plan sanitaire pourrait valoir dans 5 ans, 10 ans, 20 ans - c'est à dire demain - sur le plan climatique. La puissance d'un tel choc, désormais redouté, constituerait sans aucun doute un challenge nettement plus complexe à relever pour l'ensemble des acteurs publics et privés, dont les entreprises. D'ailleurs, à tort ou à raison, **les citoyens consommateurs établissent un lien entre cette crise sanitaire et la dégradation de l'environnement**. Les demandes de produits bio dans l'hexagone explosent depuis le début de la crise, avec une augmentation de 63% observée en mars et +49% en avril. En milieu urbain, la pratique de transports alternatifs, vélos et trottinettes en tête, ne peut que continuer à se développer avec le

déconfinement. La crise sanitaire marque aussi les esprits avec ces images qui nous montrent la nature reprendre ses droits ici et là. L'histoire retiendra peut-être que le Covid-19 a joué comme un formidable **accélérateur dans la prise de conscience des défis environnementaux** dans l'esprit des citoyens.

Si la bataille n'est pas gagnée pour une relance décarbonée et transformatrice, les arguments plaident en sa faveur. Le réveil sera douloureux pour le monde économique, quand sonnera l'heure des comptes. Mais, pour que la reprise ne soit pas un retour en arrière, il y a tout lieu de penser que la relance sera encore plus exigeante sur les trajectoires d'avenir et sur la nécessité d'accélérer la transition écologique. Dans une Tribune du journal le Monde datée du 3 mai, au titre évocateur - « mettons l'environnement au cœur de la reprise économique » - le PDG de BNP Paribas, et avec lui 92 autres grands patrons, appellent de leurs vœux cette transformation. Prenons date. **Les entreprises gagnantes seront sûrement celles qui seront actrices des changements à venir.**

Alexandre BORDE